

Besoin de protection et risques de fragmentation sociale

Nous avons tous assisté à cela : lors de soirées familiales ou amicales surgit une anecdote négative à propos de l'école, et chacun de s'imaginer aussitôt en ministre de l'Éducation nationale, capable de concevoir et d'imposer LA réforme définitive du système scolaire. Autant de personnes, autant d'images de l'école idéale évidemment : celle qui conviendrait à ses propres enfants ou celle qui répondrait à sa conception personnelle de la société, égalitaire ou élitiste, normative ou inventive...



Noëlle Mariller

Vice-présidente de la Fnepe, présidente de l'EPE du Grand Paris.

Ceux qui vont au-delà de ces discussions sont nombreux aujourd'hui : ils créent des écoles dites alternatives ou leur confient l'instruction de leurs enfants, à moins qu'ils n'assurent eux-mêmes l'école à la maison. Nous sommes désormais assez loin des termes du débat séculaire qui cliva la France entre école publique laïque et école privée catholique. Les instituteurs qui, dans les années 1950 – souvenirs d'enfance personnels –, maîtrisaient naturellement leur enseignement d'activités issues de l'Éducation nouvelle, notamment Freinet et sa célèbre imprimerie, seraient sans doute étonnés à la lecture du passionnant dossier déployé dans les pages suivantes et des questions qu'il explore.

C'est que nous avons vraiment changé de siècle, avec la montée d'un individualisme tranchant et le déferlement d'Internet et des réseaux dits

sociaux. De même que nombre d'entre nous y recherchent, à côté d'informations fiables, de quoi confirmer leurs croyances et leurs goûts, de même, les parents attendent majoritairement de ces écoles qu'elles partagent leurs valeurs et contribuent à l'épanouissement de leurs enfants, avec l'acquisition de connaissances comme bénéfice secondaire... Encore qu'une bonne part de ces établissements propose un « retour » à une école où règnent la hiérarchie et une pédagogie classique. Cela dit, ces deux voies expriment peut-être le même besoin de protection dans un monde incertain, voire menaçant, où nul ne sait quelles compétences seront exigées demain des générations actuelles d'enfants : protection d'une « identité » par un cadre strict prétendument à l'ancienne, ou protection des qualités propres à chaque enfant contre les normes.

Dès lors, en laissant chacun libre de ses choix s'ils sont raisonnés (car les dérives sectaires existent), ne faudrait-il pas exiger – on peut rêver – que toutes les écoles, quel que soit leur statut, intègrent à leur projet des réponses humanistes à un risque commun : celui de l'incompréhension entre des personnes et des groupes ne s'étant jamais côtoyés dans l'enfance, du fait de choix parentaux ou d'une carte scolaire qui ne remédie pas à la ségrégation spatiale ? Risque porteur d'inutiles conflits dans une époque qui doit faire face à des choix technologiques, climatiques, économiques ou sociétaux engageant l'avenir à long terme.